

LES YEUX VERS L'HORIZON

Jean-Philippe Derosier

30/06/2020

Dans sa contribution d'une série réalisée en partenariat avec L'Hétairie, le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille et auteur du blog La Constitution décodée, tire les leçons du deuxième tour des élections municipales qui s'est tenu le 28 juin dernier.

La Constitution décodée le soulignait il y a quelques jours : le premier tour des élections municipales symbolisait l'entrée dans la crise et le second tour pourrait en symboliser la sortie.

Pour mieux entrer dans, au moins, une nouvelle crise encore, aurait-il fallu ajouter.

L'abstention record du 28 juin dernier (58,4%), lors d'un scrutin généralement plébiscité par les Français, confirme leur défiance croissante envers les institutions et envers la politique. D'autant plus qu'elle ne paraît pas s'expliquer seulement par la crainte du virus : s'il s'agit d'une cause majeure, elle ne fait pas l'unanimité et d'autres sont fortement avancées (l'élection ne changera rien à la vie quotidienne, aucune liste ne plaît, d'autres préoccupations, mécontentement général, etc.).

Gageons que, au moins à ce niveau, ce triste record sera passager et que le scrutin de 2026 permettra de le faire baisser. Ajoutons que s'il s'agit bien du taux le plus élevé lors d'une élection nationale, il n'est pas le plus important de tous les scrutins : les européennes de 2009 (59,39%) et, surtout, le référendum de 2000 (69,81%) avaient moins mobilisé.

L'enseignement principal de ce scrutin est le retour du clivage traditionnel entre la gauche et la droite

Les élections municipales de 2020 ne ressemblent ainsi à aucune autre et souhaitons qu'il en soit ainsi à jamais, tant le scrutin a été faussé par de multiples facteurs, tous liés à la crise sanitaire que nous traversons. Surtout, ce n'est pas un mais bien deux scrutins que nous avons connus, car la déconnexion entre les deux tours a transformé une élection à deux tours en deux élections à un tour : l'instant politique et les enjeux politiques n'étaient plus les mêmes entre le 15 mars et le 28 juin.

Le Conseil constitutionnel a jugé le 17 juin dernier que **cette déconnexion était justifiée par « un motif impérieux d'intérêt général »**, décision qui paraît assez raisonnable à cette date, alors qu'il était nécessaire d'accompagner la sortie de crise et de ne pas entraver la relance économique.

Au-delà de ce constat de désaffection mêlée de crainte (elle-même entretenue par le gouvernement), il est difficile de tirer des conséquences d'une élection qui a si peu mobilisé.

La « vague verte » est incontestablement présente, confirmant un mouvement déjà perçu lors **des élections européennes de 2019**. L'échec est cuisant pour la majorité et la droite se maintient tant bien que mal (quoique plus mal que bien). La gauche et le Parti socialiste affichent un bon score, effacé par la victoire des Verts alors que, dans de nombreuses communes, c'est une union de la gauche sociale et écologique qui a remporté la victoire : c'est le cas à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, notamment.

C'est ici que l'on peut percevoir l'un des principaux enseignements de ce scrutin, quant à son impact sur les échéances nationales de 2022 : le retour du clivage traditionnel entre la gauche et la droite, ce qui est sain pour le fonctionnement institutionnel et démocratique de notre régime.

En effet, la victoire d'Emmanuel Macron en 2017 en tant que « candidat du centre » fut tout à fait exceptionnelle et même « accidentelle ». Il doit sa victoire principalement à la gauche (son électorat du premier tour), alors que les Français attendaient majoritairement une politique de droite, ce qu'il a effectivement décidé de conduire.

Ayant alors bénéficié de l'effondrement des partis traditionnels de gouvernement, il lui faut désormais fidéliser un électorat de premier tour suffisant pour accéder au second, tout en faisant en sorte que son challenger ne soit pas en mesure de l'emporter. C'est la stratégie, ô combien dangereuse, qui le conduit à se focaliser sur l'extrême droite et à poursuivre la politique du « en même temps ».

Ces élections municipales montrent que cette fidélisation de l'électorat est difficile.

La droite se maintient car le parti s'affirme suffisamment sur la scène politique nationale pour que ses électeurs continuent à lui faire confiance, sachant qu'une figure présidentielle pourra exister : les candidats sont connus et nombreux.

C'est plus difficile à gauche mais, lorsqu'elle parvient à s'unir, le score est généralement bon. Il lui manque aujourd'hui la figure présidentielle pour s'affirmer davantage, mais certaines commencent à émerger, qu'il s'agisse de Yannick Jadot, d'Anne Hidalgo ou d'autres encore.

Entre les deux, l'espace se rétrécit pour le président de la République, qui ne bénéficie pas d'un parti suffisamment implanté localement pour entretenir une véritable flamme et préparer un nouveau souffle. Comme en 2017, tout repose sur une seule personne : le président.

On ne peut évidemment rien préjuger aujourd'hui de ce que sera 2022. Mais après ces municipales, c'est bien l'enjeu présidentiel qui dessine l'horizon : l'épreuve sera rude pour retrouver l'électorat nécessaire, sans parler de « l'équation Édouard Philippe », de son maintien ou de son renvoi, alors que le président semble avoir tout à craindre du succès d'un Premier ministre qui lui doit beaucoup, mais pourrait aussi beaucoup lui prendre.

L'opération séduction a déjà commencé avec [la déclaration sur les suites à donner à la Convention citoyenne pour le climat...](#) dont l'objectif n'était autre que de faire oublier, un peu, l'échec d'une élection désormais passée. Il reste à en convaincre les électeurs, ce qui n'est pas acquis.